

**MALGRÉ UN FORCING MAROCAIN**

# Ban Ki-moon maintient sa visite à Alger

**Ban Ki-moon se rendra finalement en Algérie selon le calendrier prévu initialement en dépit du forcing des autorités marocaines pour un report de cette visite au mois de juillet prochain. Cette visite prévue du 7 au 9 mars prochain intervient sur fond de tension entre Alger et Rabat mais mènera quand même le secrétaire général de l'ONU à Tindouf dans les camps de réfugiés sahraouis où est ardemment espérée une avancée notable dans le règlement du dernier conflit de décolonisation au monde.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -**

De ce fait, le déplacement de Ban Ki-moon est perçu comme un véritable événement sur au moins deux points. D'abord parce qu'il a décidé de faire de lui-même le point sur le dossier sahraoui, de s'enquérir des violations des droits de l'Homme à El-Ayoun (territoire occupé du Sahara occidental) et de présenter son rapport au Conseil de sécurité en avril prochain. Ensuite parce qu'il a fait face et déjoué toutes les manœuvres marocaines tendant à lui faire d'abord annuler puis reporter son déplacement dans la région et plus particulièrement encore à El-Ayoun. Mohammed VI n'a pas hésité à lui demander de manière officielle (par lettre) de reporter sa visite provoquant ainsi la colère du secrétaire général de l'ONU qui a menacé de se rendre uniquement dans les camps de réfugiés sahraouis, à Tindouf, si le roi persistait dans sa demande.

L'affaire a pris des proportions telles qu'elle a poussé tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à afficher leur soutien à Ban Ki-moon afin d'aboutir à une solution politique à un conflit qui n'a que trop duré. La position du Conseil de sécurité s'est fait entendre publiquement de façon à contre-carrer l'offensive marocaine et dévoiler son objectif, à savoir gagner du temps jusqu'à parvenir à la fin du mandat de Ban Ki-moon qui arrive à échéance à la fin 2016. Fait nouveau, l'appui à cette tournée a été exprimé y compris par la France dont les

positions se rapprochent habituellement des thèses marocaines sur le sujet, et en dépit de la récente visite de Mohammed VI à Paris où il s'est entretenu avec François Hollande. Tous ces éléments laissent donc supposer l'existence d'une volonté d'entamer un tournant nouveau dans le traitement du dossier de décolonisation du Sahara occidental volontairement maintenu dans l'impasse depuis 1991, date de la



Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU.

signature d'un cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous les aus-

pices de l'ONU et de l'OUA. Près de trente années après, aucune avancée n'a été enregistrée. Le dossier sahraoui demeure au

stade premier, otage de manœuvres marocaines décriées par une bonne partie de la communauté internationale. C'est le signe d'échec aussi et surtout des différents secrétaires généraux des Nations-Unies qui se sont succédé. Boutros Ghali et même Kofi Annan ont très peu œuvré pour l'aboutissement du processus de décolonisation, mais voilà que Ban Ki-moon semble réaliser «l'urgence d'une solution» car, déclarait-il récemment encore, «la persistance de ce conflit pourrait constituer une bombe à retardement». Parviendra-t-il à une solution là où d'autres ont échoué ? Sa volonté et le soutien des quinze membres permanents du Conseil de sécurité constituent à cet effet des atouts majeurs à même de déboucher sur une issue historique.

A. C.

**ILS NE SAVENT PAS À QUEL ÂGE ILS PEUVENT PARTIR À LA RETRAITE**

## Les hospitalo-universitaires s'insurgent

**Les hospitalo-universitaires sont dans le flou. Et pour cause, l'âge de départ à la retraite pour cette corporation n'est toujours pas fixé. Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires s'insurge contre cette situation qui constitue, selon lui, un blocage pour la jeune génération.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir) -** Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu) se demande à quel âge se termine la carrière de cette corporation ? La réponse ne leur a toujours pas été fournie par leurs deux tutelles, les ministères de la Santé et de la Recherche scientifique. Pourtant selon un arrêté interministériel, l'âge de départ à la retraite pour les professeurs chefs de service a été fixé à 65 ans.

Un arrêté qui n'est pas encore signé. Le ministère de la Santé a donné son accord pour une retraite à 65 ans, cependant, son homologue de l'Enseignement supérieur ne veut pas se décider. En attendant, de nombreuses générations appartenant à ce corps de médecine sont bloquées dans leur progression de carrière. Le Snechu qui a animé hier une conférence

de presse pour présenter son nouveau bureau qui a à sa tête, la professeure Ouahione Wahiba, qui remplace le professeur Nacer Djidjli, qui a démissionné, demande la normalisation de la carrière de cette corporation. «Nous sommes le seul corps en Algérie où l'âge de la retraite n'est pas défini, pourtant la réglementation est claire et fixe l'âge de départ à la retraite à 60 ans, il y a eu une dérogation pour notre corps où on l'a fixé à 65 ans mais les gens dérogent à cette mesure» a expliqué le professeur Djidjli, secrétaire général du Snechu. Sous prétexte que cette «élite» est encore indispensable dans les services hospitaliers, des chefferies de services sont encore gérées par un personnel qui dépasse l'âge de départ à la retraite.

«En attendant, il y a une nouvelle génération qui progresse sans aucune visibilité ignorant si un jour elle aura accès à ces postes de responsabilité» a indiqué le professeur Belhadj. Le syndicat dit avoir proposé un âge de départ à la retraite entre 65 ans et 70 ans mais il s'est heurté à un grand problème. Le professeur Djidjli explique que la loi interdit que la pension de retraite dépasse de 15 fois le SNMG. Ainsi cette corporation une fois à la retraite ne peut pas percevoir les 80% de son salaire, mais seule-

ment 55%. «Une injustice» selon le syndicat qui demande le déplaçonnement de ce calcul. En attendant, dit-on, nous avons une poussée de jeunes qui aspirent à des postes supérieurs et qui sont dans le flou.

C'est pourquoi, et devant ce blocage et en attendant de régler ce problème de retraite, le syndicat propose aux professeurs chefs de service de libérer les postes supérieurs tout en restant dans leurs services comme consultants par exemple. «Nous ne chassons personne et nous respectons nos aînés» souligne le professeur Ouahione. Les hospitalo-universitaires disent vouloir ramener un message d'espoir pour la jeune génération qui est en droit d'accéder à des postes supérieurs.

Le professeur chef de service ou le maître assistant, poursuit-on, ont aussi le droit de connaître l'âge de départ en retraite. Le Snechu rappelle que depuis l'indépendance il n'y a eu que trois concours pour les chefferies de services. Le premier en 95, le second en 2006 et le dernier, c'était en 2012. «Nous avons sacrifié plusieurs générations» s'insurge-t-on. La corporation réunit entre 4000 et 4500 effectifs dont 4% dépasse l'âge de départ à la retraite.

S. A.

**RÉGULARISATION VIS-À-VIS DE LA CNAS**

## Les employeurs réfractaires seront sanctionnés

**Des sanctions seront prises à l'encontre des employeurs qui n'ont pas procédé à la régularisation de leur situation vis-à-vis de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas). Une date-butoir a été fixée au 31 mars prochain, dans le cas contraire, «les employeurs en infraction seront sanctionnés».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** C'est le message clé qui ressort de la réunion du 1<sup>er</sup> regroupement régional des agents de contrôle employeurs-Cnas qui s'est tenue hier au centre familial de Ben Aknoun en présence du ministre de tutelle. La rencontre avait pour principal objectif «d'évaluer les actions menées dans le cadre de l'activité des agents de contrôle, notamment celles relatives à la loi de finances complé-

mentaire (LFC) 2015. Ces mesures, selon une fiche de présentation, permettent à l'ensemble des employeurs de régulariser leur situation envers la sécurité sociale, soit par le paiement de leurs dettes ou la déclaration de leurs employés afin de bénéficier des exonérations et des pénalités de retard avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, soit au 31 mars prochain ». «Les procédures de recouvrement forcé restent applicables à l'encontre des employeurs débiteurs n'ayant pas entrepris de démarche pour régulariser leur situation. Ces actions peuvent être suspendues dans le cas où les employeurs concernés introduisent une demande d'échéancier de paiement et procèdent au règlement de l'encours», indique-t-on. Lors de son intervention devant les participants à ce premier regroupement, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed El Ghazi a longuement insisté sur le phénomène des

«personnes activant d'une façon informelle et sans couverture sociale». A ce propos, il a indiqué qu'ils «peuvent s'affilier volontairement auprès du régime des salariés afin de pouvoir bénéficier des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité contre le versement d'une cotisation fixée à 12% assise sur une assiette dont le montant est égal au SNMG, soit 2160 DA par mois».

«Cette période est applicable pour une période transitoire de trois années au maximum accordée aux affiliés volontaires pour leur permettre de formaliser leur situation professionnelle», ajoute-t-on.

Cela dit, lors de son intervention, le ministre de tutelle a indiqué que le nombre d'employeurs concernés au titre de la loi de finances complémentaire 2015 est de 360 268 pour 6 126 302 employeurs et que le nombre d'employeurs ayant régularisé leur situation vis-à-vis de la Cnas est



Mohamed El Ghazi insiste sur le phénomène des «personnes activant d'une façon informelle et sans couverture sociale».

de 1906 employeurs pour 3808 salariés. Pour rappel et en application des dispositions prévues par l'ordonnance n°15-01 du 23 juillet 2015 de la loi de finances complémentaire pour 2015, la Cnas a lancé une campagne d'information

et de sensibilisation sous le slogan «l'affiliation à la sécurité sociale, un droit garanti». La rencontre d'hier a porté sur la vulgarisation des nouvelles mesures de facilitation en direction des employeurs.

A. B.